

## **Motion de défiance des salariés Atos**

### **réunis en assemblée générale le 18 mai 2022**

A l'attention de Messieurs Rodolphe Belmer, directeur général  
et Bertrand Meunier, président du conseil d'administration du groupe Atos

Nous, salarié-e-s d'Atos, aujourd'hui n'avons plus confiance en notre Direction. La tête du groupe a changé avec l'arrivée de M. Belmer, mais les équipes de Direction n'ont pas changé et nous traitent toujours avec le même mépris.

Comme depuis des années, la politique salariale du groupe est inexistante. Notre Direction essaye de faire croire que respecter la Loi et les minimums conventionnels sont des efforts de leur part. La Loi n'est pas à la carte, on l'applique et elle ne fait pas partie de la politique salariale.

Nous, salarié-e-s d'Atos, ne considérons plus notre équipe dirigeante comme compétente. Leur politique empêche le recrutement, bloque le développement de l'entreprise, entraîne un grand nombre de départs et démotive les salariés. Ce sentiment est largement partagé et l'effondrement du cours de l'action, malgré la bonne santé de l'entreprise, démontre que personne ne croit en les fruits de cette politique.

Nombre de nos salariés travaillant aussi bien sur des projets internes qu'externes (la cybersécurité, le processeur européen, les systèmes informatiques des entreprises, le cloud, les supercalculateurs, etc.) sont aujourd'hui démotivés, n'ont plus envie de rester et nous n'arrivons pas à recruter de nouveaux salariés.

Du fait des projets et les sujets sur lesquels nous travaillons, cette politique néfaste pour notre entreprise met directement en danger la souveraineté numérique de notre nation et de l'Europe.

Nous, salarié-e-s d'Atos, faisons aujourd'hui les demandes suivantes :

- La réouverture immédiate des Négociations Annuelles Obligatoires, fermées par la Direction suite au refus de nos représentants de valider la proposition salariale dérisoire et non négociable qui leur a été faite.
- L'augmentation générale de nos salaires équivalente à la revalorisation du SMIC pour faire face à l'inflation, soit 6,9%, et a minima au taux de l'inflation. Nous rappelons que les 2 cabinets d'expert indépendants, mandatés pour l'audit sur la stratégie d'Atos, ont recommandé de sacrifier de la marge pour la réinvestir sur les salariés, ce que la Direction a totalement ignoré. M. Belmer a rejoint le groupe avec un salaire 25% plus élevé que son prédécesseur, et il n'y aurait plus d'argent pour revaloriser les salaires ?
- Que le budget d'augmentations individuelles annoncé soit celui réellement alloué aux managers des équipes, et non un budget largement amputé de toutes mesures correctives. Depuis des années, nos managers se retrouvent à distribuer des budgets dérisoires comparés aux annonces de la Direction.
- Le conditionnement du versement futur de dividendes au versement d'intéressement aux salarié-e-s. 1€ dans les dividendes = 1€ dans l'intéressement ! Avantage : répartition des

richesses et cette proposition est en phase avec celle faite par notre nouveau Président de la République pendant la campagne présidentielle.

- Le rapatriement en France de toutes les fonctions RH qui aujourd'hui sont en cours de délocalisation en Bulgarie. Echanger des mails avec une personne utilisant des outils de traduction en ligne pour parler de nos droits et de nos démarches est inadmissible.
- L'abandon de la délocalisation du service Finance.
- L'abandon des projets d'externalisation de nos collègues.
- Certains de nos collègues sont considérés comme obsolètes par la Direction, en effet ils ne seraient plus à jours comparés aux technologies actuelles. Effectivement, travailler pendant plusieurs années sur un projet, sans aucune formation sur les nouvelles avancées ne permet pas d'être à jour. Nous rappelons qu'il est de la responsabilité de l'entreprise de former les salarié-e-s. Aujourd'hui, la Direction refuse de former et s'en plaint, il n'y a pas un problème ? Sur 2021 le plan de formation n'est réalisé qu'à 49%
- La fin du musellement de nos organisations syndicales qui aujourd'hui ne peuvent communiquer à l'ensemble des salariés de chaque site que 2 fois par an ! Où est le dialogue ?
- La démission immédiate et sans indemnité de M. Edouard Philippe de notre conseil d'administration. Son arrivée peu de temps après la nomination de M. Breton à la commission européenne par son propre gouvernement, illustre les dangers des conflits d'intérêt public-privé qui pèsent sur notre entreprise.
- Des excuses pour avoir présenté aux actionnaires le gel de nos salaires en 2020 comme une bonne mesure d'économie. NOUS avons maintenu l'activité pendant les confinements, NOUS avons pris des risques en allant sur site pour maintenir l'activité.
- Des excuses pour l'ensemble du mépris et des propos déplacés que vous avez tenu au fil des années à notre égard.

Les années passent, les PDG passent, mais l'équipe de Direction et la politique menée chez Atos restent les mêmes avec les mêmes conséquences : appauvrissement des salarié-e-s, démotivation, pas de politique d'embauche, mauvaise réputation de l'entreprise et maintenant effondrement de la valeur de l'entreprise.

Il est temps de briser cette spirale de mépris et de mauvaise gestion.

« La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent. » A. Einstein

Nous, salarié-e-s Atos, n'avons plus confiance en notre direction, que ce soit sur sa gestion ou sa parole.

Reçu le 18 Mai 2022  
Simmuetteles

Reçu le 18 Mai 2022  
